

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 685^e

SEANCE

Lundi 19 novembre 1956,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

	Page
Déclaration du Président.....	3
Election du Vice-Président.....	3
Election du Rapporteur.....	3
Ordre de priorité des points de l'ordre du jour.....	3

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

Déclaration du Président

1. Le **PRESIDENT** souhaite cordialement la bienvenue à tous les représentants et, en particulier, à ceux des 19 nouveaux États Membres qui participent pour la première fois à une session de l'Assemblée générale. Ces États représentent un grand nombre de régions et de cultures et leur concours sera sans aucun doute d'une grande utilité pour la Commission.

2. Le Président est profondément reconnaissant de l'honneur qui a été fait à son pays et à lui-même et il s'efforcera de s'acquitter de ses fonctions de manière à donner satisfaction à tous.

3. **M. BAROODY** (Arabie Saoudite) dit qu'il est sûr de se faire l'interprète des membres de la Commission en exprimant une entière confiance dans l'impartialité et la compétence du Président. Le représentant de l'Arabie Saoudite a le sentiment que les considérations humanitaires qui unissent tous les membres de la Commission l'emporteront, dans les débats, sur des idéologies opposées et sur des divergences de vues d'ordre politique et social. Sous la conduite du Président, la Commission fera tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir la dignité de la personne humaine et la fraternité dans le monde.

Election du Vice-Président

4. **M. SULAIMAN** (Irak) propose la candidature de **M. Massoud-Ansari** (Iran) à la vice-présidence. Le passé de **M. Massoud-Ansari** ainsi que son expérience des affaires sociales et étrangères le désignent particulièrement pour ces fonctions.

5. **Mme LORD** (Etats-Unis d'Amérique), **M. SAMY** (Egypte), **M. EPINAT** (France), **M. ASIROGLU** (Turquie) et **M. TABIBI** (Afghanistan) appuient chaleureusement la candidature de **M. Massoud-Ansari**.

M. Massoud-Ansari (Iran) est élu Vice-Président par acclamation.

6. **M. MASSOUD-ANSARI** (Iran) remercie la Commission de l'honneur qu'elle fait à son pays et de la confiance qu'elle lui témoigne à lui-même en l'élisant Vice-Président. Il fera de son mieux pour mériter cette confiance.

Election du Rapporteur

7. **M. JARAMILLO ARRUBLA** (Colombie) propose la candidature de **Mme Quan** (Guatemala) aux fonc-

tions de Rapporteur. Son expérience de l'action sociale dans son pays ainsi que la part qu'elle a prise aux travaux de la Commission l'ont parfaitement préparée à cette tâche.

8. **M. SINGH** (Inde), **M. ROY** (Haïti), **Mme SHOHAM-SHARON** (Israël) et **Mme ELLIOT** (Royaume-Uni) appuient la candidature de **Mme Quan**.

Mme Quan (Guatemala) est élue Rapporteur par acclamation.

9. **Mme QUAN** (Guatemala), au nom de son pays et au sien, remercie les membres de la Commission de l'avoir élue au poste de Rapporteur. Elle fera de son mieux pour s'acquitter de ses fonctions aussi bien que ses prédécesseurs.

**Ordre de priorité des points de l'ordre du jour
(A/C.3/578, A/C.3/L.504)**

10. Le **PRESIDENT** appelle l'attention des membres du Comité sur une lettre du Président de l'Assemblée générale (A/C.3/578), énumérant les questions renvoyées à la Troisième Commission, ainsi que sur sa propre note (A/C.3/L.504), proposant l'ordre dans lequel ces questions pourraient être examinées.

11. **M. BAROODY** (Arabie Saoudite) estime, comme le Président, que le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le chapitre VI, section II, du rapport du Conseil économique et social, qui traite du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), pourraient être examinés en premier lieu, pour les raisons d'ordre pratique indiquées dans la note du Président. Cependant, étant donné que la Commission et l'Assemblée générale elle-même ont déjà décidé que la priorité devrait être donnée, à la onzième session, aux projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ce dernier point devrait être abordé immédiatement après l'examen des deux questions mentionnées. Les chapitres VI et VII du rapport du Conseil ne devraient pas avoir priorité sur les projets de pactes, car ils contiennent un certain nombre de points qui pourraient donner lieu à des discussions prolongées; pour sa part, **M. Baroody** se propose de commenter, à cette occasion, l'ajournement injustifié de l'examen de la question de la liberté de l'information.

12. Si la discussion du point intitulé "Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée" doit rester sur le plan de la procédure, le représentant de l'Arabie Saoudite ne voit pas d'inconvénient à ce qu'elle ait lieu avant que la Commission n'aborde les projets de pactes.

13. **Mlle BERNARDINO** (République Dominicaine) demande combien de séances la Commission prévoit pour la présente session.

14. **M. VAKIL** (Secrétaire de la Commission) répond qu'à la dixième session la Commission s'est réunie en moyenne sept fois par semaine. Si elle travaille au même rythme, on peut s'attendre à ce qu'elle tienne

de 70 à 74 séances au cours de la présente session, c'est-à-dire de 33 à 35 séances avant les vacances de Noël et de 37 à 39 après.

15. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) dit que si la Commission veut examiner de façon approfondie et sans hâte les points les plus importants, elle devrait réserver pour la deuxième partie de la session l'examen des projets de pactes et de la question intitulée "Recommandations concernant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes" et étudier toutes les autres questions pendant la première partie.

16. M. ROY (Haïti) s'associe aux observations du représentant de l'Arabie saoudite. Etant donné que l'Assemblée générale, dans sa résolution 833 (IX), a recommandé que la Troisième Commission accorde la priorité aux projets de pactes et qu'à sa dixième session elle a approuvé¹ le rapport de la Troisième Commission² qui tendait à la même fin, la question a été tranchée et la Commission doit agir en conséquence. Elle peut, bien entendu, faire une exception, pour des raisons d'ordre purement pratique, en ce qui concerne le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le rapport du FISE, mais elle ne doit pas remettre l'examen des projets de pactes à la deuxième partie de la session, de crainte de ne plus être en mesure alors de leur consacrer le temps et l'attention qu'ils méritent.

17. M. CHENG (Chine) estime que la Commission devrait organiser ses travaux de manière que l'examen de certaines questions soit achevé à la fin de la première partie de la session. Pour des raisons pratiques, il faudrait aborder d'abord le point de l'ordre du jour qui a trait au FISE, puis le rapport du Haut-Commissaire pour les réfugiés. Il serait judicieux de passer ensuite au projet de convention sur la nationalité de la femme mariée, car la question de savoir si les clauses finales doivent être renvoyées de nouveau à la Sixième Commission se posera certainement et, si ce renvoi est décidé, il conviendrait de faire le nécessaire assez tôt pour donner à la Sixième Commission le temps d'examiner les textes et de les retourner à la Troisième Commission avant la fin de la session. Si elle en a le temps avant la suspension des travaux, la Troisième Commission pourrait discuter les chapitres VI et VII du rapport du Conseil économique et social.

18. La deuxième partie de la session pourrait être réservée à l'examen du point de l'ordre du jour relatif à la libre détermination et des trois points concernant spécifiquement les droits de l'homme. Si les représentants qui sont désireux de voir les projets de pactes adoptés le plus tôt possible veillent à ne pas s'étendre trop longuement sur les autres questions, la Commission sera en mesure de consacrer un grand nombre de séances aux projets de pactes. Certes, l'Assemblée générale a décidé que ces projets devaient avoir la priorité; mais on peut entendre par là que la Commission doit leur consacrer un très grand nombre de ses réunions, plutôt qu'en entreprendre l'examen en tout premier lieu.

19. M. BRENA (Uruguay) considère que la Commission épargnerait un temps précieux en suivant d'aussi près que possible l'ordre proposé par le Président de l'Assemblée générale pour l'examen des questions. Pour des raisons pratiques, elle pourrait, con-

formément à la proposition de son président, aborder d'abord le point relatif au FISE, puis le rapport du Haut-Commissaire pour les réfugiés; le troisième point devrait être l'examen des projets de pactes, qui est sa tâche essentielle. Cette question n'a pas beaucoup progressé lors de la dixième session; il est donc simplement logique de lui consacrer autant de séances que possible à la présente session.

20. M. GOMEZ ROBLEDO (Mexique) et M. STRATOS (Grèce) souscrivent à l'opinion du représentant de l'Uruguay.

21. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) précise qu'elle a fait sa proposition en pensant que la Commission aurait plus de temps à consacrer à l'examen des projets de pactes après la reprise de la session. Depuis 10 ans, la délégation de la République Dominicaine s'intéresse activement à la question des pactes et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; elle serait donc la dernière à minimiser l'importance des points en question. Il n'en reste pas moins, il ne faut pas l'oublier, que de nombreux pays désirent adhérer à la convention sur la nationalité de la femme mariée, dont la Sixième Commission a refusé, l'an dernier, d'étudier les clauses finales. C'est donc à la Troisième Commission qu'il incombera d'agir au cours de la présente session.

22. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) partage l'opinion de la représentante de la République Dominicaine. Il est fort improbable que la Commission achève l'examen des projets de pactes à la onzième session; il ne serait donc pas judicieux de laisser pour l'étude des autres questions un temps si court que la Commission se trouverait à nouveau obligée de la renvoyer.

23. M. BARODY (Arabie Saoudite) ne peut se ranger à l'opinion du représentant de la Chine en ce qui concerne l'ordre de priorité. Si l'on aborde les chapitres VI et VII du rapport du Conseil avant les projets de pactes, des débats sur des questions importantes comme la liberté de l'information peuvent s'engager et avoir pour effet de réduire le temps que la Commission pourra consacrer à l'examen des projets de pactes.

24. M. CHENG (Chine) déclare que tous les points de l'ordre du jour doivent recevoir de la part de la Commission l'attention voulue. Rien ne s'oppose, semble-t-il, à ce que la moitié des séances soient réservées aux projets de pactes et l'autre moitié aux autres questions; quant à l'ordre dans lequel les divers points devraient être examinés, il faudrait le fixer compte tenu de considérations pratiques.

25. M. BARODY (Arabie Saoudite) préfère l'ordre proposé par les représentants d'Haïti et de l'Uruguay.

26. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission décide d'examiner, comme premier point de son ordre du jour, le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et comme deuxième point la section II du chapitre VI du rapport du Conseil économique et social, qui a trait au FISE.

Il en est ainsi décidé.

27. M. BEAUFORT (Pays-Bas) signale que le membre de la délégation néerlandaise qui s'occupe principalement de la question du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée ne pourra assister à la deuxième partie de la session, après Noël. M. Beaufort serait donc très reconnaissant à la Commission d'examiner cette question immédiatement après la question relative au FISE et d'en faire en conséquence le

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Séances plénières*, 554^{ème} séance.

² *Ibid.*, Annexes, point 28 de l'ordre du jour (1^{ère} partie), document A/3077.

troisième point de son ordre du jour. Les débats ne dureront vraisemblablement pas longtemps et, comme la nationalité de la femme mariée n'est qu'un aspect de la question plus large des droits de l'homme, la Commission donnerait ainsi, en fait, la priorité aux droits de l'homme.

28. Mme LIONAES (Norvège) appuie la demande du représentant des Pays-Bas.

29. M. CHENG (Chine) dit que la délégation chinoise a toujours participé activement à la rédaction des projets de pactes internationaux, auxquels la Chine attache une très grande importance. Cependant, le projet de convention sur la nationalité de la femme mariée devrait aussi recevoir une priorité élevée, car la Commission de la condition de la femme a exprimé l'espoir que ce texte serait adopté et ouvert à la signature des États à la onzième session de l'Assemblée générale. Le débat qui s'engagera au sujet du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée restera essentiellement sur le plan de la procédure et la Commission devra simplement décider si elle veut ou non renvoyer le texte à la Sixième Commission. Cette question réglée — et elle peut l'être très rapidement — la Commission sera en mesure de se prononcer sur l'ordre dans lequel elle désire examiner les autres questions.

30. Mme ELLIOT (Royaume-Uni) appuie la proposition du représentant des Pays-Bas. Etant donné que le projet de convention sur la nationalité de la femme mariée a déjà été renvoyé à la Sixième Commission, c'est maintenant à la Troisième Commission à agir. La déception serait grande si la convention n'était pas ouverte à la signature des États à la fin de la présente session. Les débats ne prendront vraisemblablement pas très longtemps, et la Commission pourra passer ensuite à l'examen des projets de pactes.

31. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) appuie fermement la proposition du représentant des Pays-Bas. Le projet de convention sur la nationalité de la femme mariée est un point de grande importance, auquel se mêlent de graves questions touchant les droits de l'homme. Etant donné que la Commission a déjà étudié les articles de fond, le débat sera court et ne retardera pas beaucoup la discussion des projets de pactes. En outre, si la Commission examinait le projet de convention au début de ses travaux, les délégations auraient le temps de consulter leur gouvernement et elles seraient peut-être en mesure d'annoncer avant la fin de la session l'adhésion de leur pays à la convention. Si la Commission faisait sienne la proposition néerlandaise, elle pourrait alors considérer s'il convient de consacrer toute la deuxième partie de la session à l'examen des projets de pactes.

32. M. BRENA (Uruguay) déclare que la question des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme revêt une importance primordiale pour la Commission. A l'heure actuelle, au moment même où le monde entier se tourne vers l'Assemblée générale, il serait fâcheux que la Commission donne l'impression de ne pas accorder la priorité voulue à une question aussi importante. Si, à la fin de la session, la Commission a achevé l'examen d'au moins un des deux projets de pactes, elle aura fait son devoir aux yeux du monde; autrement, son échec sera manifeste et il aura inévitablement pour résultat de faire naître des doutes quant à l'importance que l'Assemblée générale attache à l'une de ses tâches principales. Certes, l'importance du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée ne fait aucun doute, mais les projets de pactes devraient

avoir la priorité sur toutes les autres questions. M. Brena propose donc que la Commission aborde l'examen des projets de pactes immédiatement après le rapport du FISE et en fasse le troisième point de son ordre du jour.

33. M. BAROODY (Arabie Saoudite) dit que s'il est probable que la Commission ne terminera pas l'examen des projets de pactes à la présente session, elle n'en devrait pas moins accorder la priorité à cet examen. Au surplus, M. Baroodi n'est pas convaincu que le débat relatif au projet de convention sur la nationalité de la femme mariée sera bref. Il n'en sera ainsi que si la Commission décide de renvoyer de nouveau les clauses finales à la Sixième Commission; si elle entreprend un examen de fond, le débat peut très bien se prolonger. Dans ces conditions, il est absolument essentiel que la priorité soit donnée aux projets de pactes. La Commission devrait décider dès maintenant du nombre de réunions qu'elle consacrerait à l'examen de ces textes, et décider également de leur donner la priorité. Cela fait, elle pourrait consacrer une séance à la discussion d'une motion de procédure tendant à renvoyer les clauses finales du projet de convention à la Sixième Commission, étant entendu qu'aucun débat de fond ne s'engagerait à ce stade. Si la Commission décidait d'examiner les clauses finales elle-même, elle pourrait le faire après avoir achevé l'examen des projets de pactes.

34. M. MENDOZA FLEURY (Venezuela) estime que la Commission aurait peut-être intérêt à donner une priorité égale aux projets de pactes et au projet de convention et à consacrer par conséquent ses séances alternativement à chacune de ces questions.

35. M. ROY (Haïti) partage l'avis du représentant de l'Uruguay; il propose à la Commission d'étudier les points 2 à 6 de l'ordre du jour selon l'ordre dans lequel ils figurent dans le document A/C.3/578, étant entendu qu'une brève discussion devrait être consacrée, avant l'examen des projets de pactes, à une motion de procédure tendant à renvoyer les clauses finales du projet de convention à la Sixième Commission.

36. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) fait observer que la Sixième Commission a déjà renvoyé les clauses finales du projet de convention à la Troisième Commission; il est donc hors de question que celle-ci les renvoie de nouveau à la Sixième Commission. Elle doit les examiner quant au fond et leur donner la priorité.

37. Le PRESIDENT met aux voix la proposition des Pays-Bas tendant à ce que la Commission fasse du projet de convention sur la nationalité de la femme mariée le troisième point de son ordre du jour.

Par 43 voix contre 10, avec 13 abstentions, cette proposition est adoptée.

38. Le PRESIDENT propose à la Commission d'examiner, dans l'ordre, les points 2, 3, 5 et 6 (A/C.3/578), qui deviendraient les points 4, 5, 6 et 7.

Il en est ainsi décidé.

39. Le PRESIDENT informe la Commission que le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés souhaiterait avoir davantage de temps pour préparer sa déclaration.

40. M. BAROODY (Arabie Saoudite) pense que, dans ce cas, la Commission pourrait examiner en premier lieu la question relative au FISE.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.